

Le 21 septembre 2009-

Lettre à Bernard Thibault
Secrétaire général de la CGT

Cher camarade,

Concernant les licenciements et la « reprise » chez Molex, nous avons appris ta participation au rassemblement du 9 septembre devant l'usine Molex à Vilemur sur Tarn en Haute-Garonne.

Selon la presse, ce 9 septembre tu as présenté l'usine Molex comme « *un cas d'école* », tu as informé qu' « une réunion à Bercy, qui comprendrait les représentants syndicaux, le repreneur potentiel, et les clients actuels de l'usine » allait être demandé et tu as déclaré « ***Je peux vous annoncer que les négociations ont repris depuis hier entre le gouvernement et la direction de Molex pour le maintien d'une partie de l'activité*** ».

Premièrement, nous avons été pour le moins surpris par ta déclaration : la CGT peut-elle cautionner, de quelque manière que ce soit, « ***le maintien d'une partie*** » seulement « ***de l'activité*** » chez Molex ? Donc le maintien d' « *une partie* » des emplois ! Et les autres ?

Donc, dans les faits, on se situe sur le terrain du plan de licenciements des actionnaires.

Deuxièmement, dans ce cadre - qui est, répétons le, celui des objectifs et du plan des actionnaires-, ou mène « ***les négociations*** » entre gouvernement, direction, syndicats ? On le voit aujourd'hui à Molex **la « reprise » de Molex, c'est 15 emplois « sauvés » sur 283 !**

Et les actionnaires américains licencient les 283 salariés un moins avant la date imposée par la justice française!

S'en remettre à Sarkozy, au gouvernement et aux « repreneurs », on voit ce que ça donne chez Molex comme partout : 15 emplois « sauvés » sur 283 ! Et il y a des centaines de Molex dans notre pays...

Alors, peut-on s'en remettre aux « Etats généraux de l'industrie », ou attendre quoi que ce soit de positif des « Etats généraux » de Sarkozy, le représentant direct des actionnaires qui exigent licenciements et délocalisations pour préserver et accroître leurs dividendes et leurs profits?

Que proposera Sarkozy dans ces « Etats généraux » sinon aux syndicats de « négocier » les revendications du gouvernement qui sont celles du Medef !

Est-ce que ce gouvernement va proposer autre chose que de rendre plus « compétitive » l'industrie au nom des lois du marché et du profit, autrement dit de sacrifier usines et emplois !

Serait à nous CGT, de décider en commun avec les représentants des actionnaires de quel secteur de l'industrie doit rester ou disparaître, de quelle usine doit vivre ou fermer, de quels travailleurs doit survivre ou sombrer dans le chômage et la misère !

Nous travailleurs ne sommes pas en concurrence entre nous. Chacune de nos usines, chacun de nos emplois, chacun des savoirs faire ont leurs raisons d'être sur la surface du globe.

Nous considérons qu'à l'heure la lutte entre les classes s'exacerbe, à l'heure où la hausse du cours de l'action est (à nouveau) proportionnelle à la destruction des emplois et des moyens de production, **c'est bien sur le rôle de la CGT de défendre tous les emplois, toutes les usines, tous les savoir faire, tous les droits et acquis sociaux !**

... / ...

Et on constate une fois de plus, que les travailleurs de Molex, tout comme nos camarades de Manitowoc dans notre département, seuls et isolés dans leur usine n'ont pu faire reculer la multinationale et le gouvernement.

Seul et isolé dans leur usine, les syndicats cgt après des semaines et des mois de lutte avec les travailleurs se voient contraints d'accompagner les plans de licenciement, de fermeture, pour arracher la meilleure prime de départ possible, les formations ou les reclassements bidons qui ne peuvent débouchés que sur le chômage et la misère.

Il y a plus qu'urgence à rompre l'isolement usine par usine, tout comme à rompre avec les journées d'actions sans lendemain ...

Notre entreprise (filiale de St Gobain), pour la première fois, sera en déficit en 2009. Si la direction, annonce un plan de suppressions d'emploi, que faudrait-il faire ? « Négociier » des formations et des reclassements ? Où, d'ailleurs ? Dans notre département, partout, c'est les baisses d'activités, le chômage partiel, ou les licenciements! **Ce n'est pas là le rôle de la CGT !** Notre syndicat a déclaré dans un tract aux salariés :

« Déficit ou pas, nous n'accepterons et ne négocierons aucun plan de suppressions d'emplois !

Ces 20 dernières années, nous avons à la Seva produit environ 20 millions d'euros de résultat net, de profit, dont 75 % à 100 % selon les années ont été versés à l'actionnaire c'est-à-dire à St Gobain. Si la Seva, filiale de St Gobain, est en difficulté en 2009, c'est à l'actionnaire St Gobain de soutenir financièrement sa filiale !

Les résultats de St Gobain en 2009 le permettront. Mais en supposant que ce ne soit pas le cas :

Faudrait-il accepter que l'Etat verse 428 milliards d'euros aux actionnaires des banques pour relancer la spéculation et que l'Etat n'aide pas au maintien de l'emploi à Seva, de tous les emplois partout, que l'Etat n'aide pas au maintien de toutes les usines et du savoir faire partout? Non !... »

Mais, comme à Mollex et ailleurs, nous n'imposerons pas cela tout seul. N'est il pas urgent de rompre l'isolement usine par usine, secteur par secteur, et d'unifier les luttes ?!

N'est ce pas le rôle de la confédé d'unifier, de centraliser les luttes sur la revendication commune partout : arrêt des licenciements et des fermetures, plus une seule suppression d'emploi !

Aujourd'hui, notre direction d'entreprise, s'appuyant sur les décrets issus de la loi de financement de la Sécurité sociale, veut nous contraindre à négocier « *l'emploi des seniors* » dans l'entreprise. Est-il pensable que notre syndicat négocie le rallongement de la durée du travail et de l'age de départ à la retraite et voue par là même les jeunes au chômage. Non ! Et ce serait la destruction du syndicat...

Il est une autre voie que celle de cautionner les « Etats généraux de l'industrie » de M.Sarkozy, c'est celle **de la préparation de la mobilisation nationale unitaire pour bloquer les licenciements, suppressions d'emplois, fermetures, et pour l'augmentation générale des salaires... C'est ce que nous te demandons de faire.**

Et nous considérons que cette question doit être au centre du 49^{ème} Congrès confédéral.

Reçois, cher camarade, nos fraternelles salutations.